

Vers une nouvelle Europe?

La France et l'Europe centrale au regard des relations franco-hongroises contemporaines



Sous la direction de
FERENC GAZDAG

Dialóg Campus

VERS UNE NOUVELLE EUROPE ?
LA FRANCE ET L'EUROPE CENTRALE AU REGARD DES RELATIONS
FRANCO-HONGROISES CONTEMPORAINES

Page laissée intentionnellement vide

VERS UNE NOUVELLE EUROPE ?

LA FRANCE ET L'EUROPE CENTRALE
AU REGARD DES RELATIONS
FRANCO-HONGROISES CONTEMPORAINES

Sous la direction de
Ferenc Gazdag

Ce livre a été publié dans le cadre du projet intitulé " Développement des services publics
pour établir un bon gouvernement " (KÖFOP-2.1.2-VEKOP-15-2016-00001)

Écrit par
Anita Szűcs
Beatrix Fregan
Bernard Lachaise
Christopher Pichonnier
Edina Vajkai
Ferenc Robák
Gergely Fejérdy
Krisztián Bene
Matthieu Boisdron
Nicolas Badalassi
Zoltán Garadnai

Sous la direction de
Ferenc Gazdag

Relecteur natif
Matthieu Boisdron

© Dialóg Campus Kiadó, 2019
© Directeur, 2019
© Auteurs, 2019

L'ouvrage est protégé par la loi. Tous droits réservés, y compris ceux de la reproduction, de la diffusion et de la traduction. Sans la permission écrite de l'éditeur, la reproduction, même partielle, ainsi que le remaniement, le stockage et la diffusion numériques de l'ouvrage sont interdits.

Table des matières

Introduction	7
Krisztián Bene : La coopération franco-hongroise dans le domaine de la sécurité avant 1990	17
Nicolas Badalassi : Le processus d'Helsinki, clé de voûte de la politique française de détente à l'égard de l'Europe centrale et orientale	25
Matthieu Boisdron : Une visite pour rien ? Le voyage officiel du Premier ministre Raymond Barre en Hongrie (27-29 octobre 1977)	39
Zoltán Garadnai : La politique d'ouverture de François Mitterrand à l'Est. La fin du système de Yalta et les dilemmes de la recherche de nouveaux chemins de coopération (1988-1989)	53
Christopher Pichonnier : La France et la Hongrie, du changement de régime à l'intégration européenne (1989-2004)	63
Bernard Lachaise : Les programmes Balaton : un exemple de coopération scientifique franco-hongroise réussi ?	75
Ferenc Robák : La France et le groupe de Visegrád (V4) : potentiel investissement ou opportunité manquée ?	87
Gergely Fejérdy : La première année du président Emmanuel Macron	97
Anita Szűcs : Les intérêts hongrois dans la politique européenne d'Emmanuel Macron	107
Beatrix Fregan : Transformations et engagements de l'armée française	119
Edina Vajkai : Le « plombier polonais ». La France, l'Union européenne et la question migratoire	127

La politique d'ouverture de François Mitterrand à l'Est. La fin du système de Yalta et les dilemmes de la recherche de nouveaux chemins de coopération (1988-1989)

Zoltán Garadnai

Pour le président Mitterrand, l'unification allemande et la nécessité qui en découlait de la construction d'un nouveau système européen de sécurité et de coopération ne devait pas se faire au détriment des intérêts de la France. Dans un contexte changeant et imprévisible, comme héritier de la politique de construction d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural » voulue par Charles de Gaulle, Mitterrand avait le souci d'intégrer l'URSS dans ce nouveau système européen afin de préserver le rôle spécial de la France sur le continent¹. Mitterrand savait que l'unification de l'Allemagne n'allait pas forcément dans le sens des intérêts de la France. La réalisation d'un mauvais scénario (le retour sur la scène politique internationale d'un ex-Reich réunifié) pouvait compromettre le processus d'intégration européenne et provoquer d'intolérables tensions sur une Europe devenue le cadre politique de la projection de puissance de la France après 1945. La perception de Mitterrand face aux questions européennes (l'unification allemande, les changements démocratiques en Europe de l'Est, la renaissance des sentiments nationaux, etc.) a déterminé la politique française, mais son attitude a aussi divisé l'opinion : « ... pour certains, il n'a rien vu et rien compris, pour d'autres, il fut un visionnaire »². Mitterrand envisageait deux tactiques à l'égard des pays de l'Est : appuyer la politique de réforme de Gorbatchev pour éviter son échec et son remplacement possible par un régime militaire ; essayer de revitaliser les relations avec les pays socialistes afin de contrecarrer la renaissance d'une zone d'influence exclusivement allemande³. Les changements des années 1988 à 1991 ont conduit à l'affaiblissement de l'hégémonie française. La fin de guerre froide a fait deux perdants : l'URSS et la France⁴. L'unification allemande a mis la France face à un État de 80 millions d'habitants au fort

¹ MUSITELLI, Jean (2004) : François Mitterrand, l'europeen. *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*. N° 8. juin 2004. Cp. www.mitterrand.org/Francois-Mitterrand-l-europeen.html (Consulté le 31. 07. 2018.)

² FAVIER, Pierre – MARTIN-ROLAND, Michel (1996) : *La décennie Mitterrand*, Tome III. *Les Défis (1988–1991)*. Paris, Le Seuil. 180.

³ RUPNIK, Jacques (1998) : La France de Mitterrand et les pays de l'Europe du centre-est. In COHEN, Samy dir. : *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*. Paris, PUF. 194.

⁴ BOZO, Frédéric (2009) : Winners and losers. France the United States and the End of the Cold War. *Diplomatic History*, Vol. 33, N° 5. 927. En juillet, Zbigniew Brzezinski déclarait : « depuis de nombreuses années, nous avons su que la fin de la guerre froide ferait deux gagnants : les États-Unis et l'Allemagne, et deux perdants : l'Union soviétique et la France ». Voir aussi : MITRACHE, Marius-Mircea (2014) : *La diplomatie de François Mitterrand et l'Europe Centrale-Orientale. L'enjeu de l'Europe Centrale-Orientale pour la diplomatie française dans le contexte de la question allemande*. Saarbrücken, PAF. 11.

potentiel économique en plein cœur de l'Europe⁵. Cette situation a affecté les relations de la France avec les pays d'Europe centrale et orientale en raison des contacts traditionnels de ces pays avec l'économie allemande. Paris devait donc trouver des partenaires parmi eux⁶. Pour ces raisons, la diplomatie française a cherché à suivre l'évolution de l'Europe de l'Est afin d'accompagner les processus à l'œuvre. La période qui va de novembre 1989 à décembre 1991 a marqué une nouvelle étape des relations Est-Ouest en raison de l'accélération des événements symbolisée par l'effondrement du mur de Berlin. Pourtant, Mitterrand est longtemps resté campé sur son projet de Confédération européenne. Il affirme encore, lors du sommet du Conseil de l'Europe, le 8 octobre 1993 : « Nous parlons tous d'Europe, mais moi, je ne vois que des fractions d'Europe, des bouts d'Europe, et je ne suis pas sûr qu'ils se rejoignent. Pendant longtemps, j'ai pensé qu'il faudrait créer une Confédération des États démocratiques d'Europe : je le pense toujours »⁷.

Le but de cette étude est de présenter les raisons et les objectifs de l'ouverture française à l'Est entre l'automne 1988 et l'automne 1989 grâce au croisement des archives françaises et hongroises.⁸

Le début de la nouvelle politique d'ouverture française (1988-1989)

Au cours de l'année 1987-1988, Paris constate que la République fédérale d'Allemagne s'est davantage impliquée en Europe de l'Est et que les relations germano-soviétiques sont devenues de plus en plus importantes pour Moscou. Et cela au moment même où Paris cherchait à maintenir et à développer les relations de coopération avec la RFA. Roland Dumas témoigne à ce sujet en 1994 : « Je voyais l'Allemagne qui avançait partout à l'Est, je voyais que Genscher allait tous les mois en Tchécoslovaquie, qu'il se rendait quatre fois par an en Hongrie, je voyais leur rapprochement politique et leurs liens économiques se renforcer »⁹. Au début de 1988, Mitterrand commence à réfléchir à une présence renforcée de la France dans les pays de l'Europe de l'Est, et il observe un vrai changement dans la politique de l'URSS envers ses satellites¹⁰. Avant les élections présidentielles, il confie à Hubert Védrine que « Tout va bouger très vite. Il est temps que j'aille dans toute l'Europe de l'Est, sauf en Roumanie où, naturellement, c'est invraisemblable »¹¹. Le président Mitterrand, réélu le 8 mai 1988, se trouve libéré de la cohabitation qui avait suscité une certaine confusion dans la politique étrangère entre 1986 et 1988. À l'occasion d'une réunion à l'Élysée, Mitterrand et ses conseillers décident d'organiser des visites présidentielles dans tous les pays de l'Europe

⁵ Selon Gorbatchev, Mitterrand annonçait devant lui : « J'aime tellement l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait deux ». Voir ROUSSEL, Éric (2015) : *François Mitterrand. De l'intime au politique*. Paris, Robert Laffont. 515.

⁶ RUPNIK 1998, 189-222.

⁷ MUSITELLI, Jean (2011) : François Mitterrand, architecte de la Grande Europe. Le projet de Confédération européenne (1990-1991). *Revue internationale et stratégique*, Cahier 2, N° 82. 18-28. Cp. www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2011-2-page-18.htm (Consulté le 31. 07. 2018.)

⁸ Ont été consultées les archives diplomatiques et les archives de François Mitterrand aux Archives nationales grâce à la bourse Kuno Klebelsberg du gouvernement hongrois et grâce à une bourse post-doctorale du gouvernement français.

⁹ FAVIER-MARTIN-ROLAND 1996, 190.

¹⁰ FAVIER-MARTIN-ROLAND 1996, 190.

¹¹ RUPNIK 1998, 221-222.

de l'Est (sauf en Roumanie). Les diplomates français jugeaient inacceptable la répartition proposée par les Allemands qui voulaient céder les pays insolvables à la France (Pologne, Bulgarie, Roumanie) tandis qu'eux s'occuperaient des pays plus développés (Hongrie, Tchécoslovaquie, RDA). Cette compétition entre la France et la RFA est aussi palpable à l'égard de l'URSS. Face à cette situation, la diplomatie française décide de jouer sa propre carte en concurrence non seulement avec Bonn, mais aussi avec Londres et Rome¹².

Afin d'organiser la nouvelle politique d'ouverture à l'Est et la revitalisation de la politique étrangère dans les pays de l'Est, une conférence des ambassadeurs en poste en Europe orientale est organisée à Paris les 3 et 4 octobre 1988. L'objectif principal de la conférence est de connaître et d'estimer la portée des changements en cours à l'Est. À la fin de la conférence, le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas résume brièvement les principales conclusions. Les évolutions en cours dépendent essentiellement de l'Union soviétique. Les diplomates soulignent l'importance qu'une nouvelle génération a prise dans ces pays. En ce qui concerne la revitalisation de la politique française, le Ministre souligne que la France devrait exploiter les opportunités en Europe centrale et orientale et améliorer ses relations économiques et culturelles avec ces pays. Pour l'année 1988, la France avait glissé de la quatrième à la septième position. Le renforcement de la présence allemande peut s'expliquer par le fait que la France n'était plus aussi présente dans la région. Roland Dumas déclare alors : « Nous avons pris de retard notamment par rapport à des pays comme la RFA et l'Italie. Dans ce contexte nous devons profiter de la diversité des situations qui existent. Dans certains pays de l'Europe centrale et orientale nous avons une présence historique : il serait dommage de la gâcher. Nous avons un potentiel intellectuel et culturel, nous devons le reprendre et l'améliorer [...] Je vous ai mobilisés pour tout cela : la politique française est quelque chose qui va prendre un certain rythme. Nous avons notre mot à dire dans cette évolution intéressante »¹³. Dans le même temps, la diplomatie mitterrandienne demeure prudente¹⁴ : « Les Occidentaux ne doivent pas être maximaliste », déclare Hubert Védrine, parce que les diplomates français ne veulent pas provoquer l'URSS et affaiblir les positions de Gorbatchev. Ils comptent en effet sur un processus de long terme dans le domaine des relations avec les pays de l'Est : « Resserrement progressif des liens de toute nature avec une Europe des Douze dont le rythme de construction ne doit pas se ralentir, refus de toute provocation à l'égard du système soviétique »¹⁵. Selon Hubert Védrine, le président Mitterrand pensait l'avenir à la lumière du passé et était inquiet des changements en Europe de l'Est qui évoquaient dans son esprit la situation géopolitique de l'avant 1914¹⁶.

La visite de François Mitterrand à Moscou les 25 et 26 novembre, 1988 révèle la nouvelle politique française à l'égard de l'URSS. Roland Dumas parlait déjà au lendemain de l'élection présidentielle de la nécessité de relancer les relations franco-soviétiques sur de nouvelles bases pensées comme le meilleur moyen pour prévenir un double isolement.

¹² FAVIER-MARTIN-ROLAND 1996, 191.

¹³ Centre des archives diplomatiques de Nantes, fonds Budapest (1980-1990). Carton 272. *Réunion des ambassadeurs en poste en Europe orientale* (3-4 octobre 1988).

¹⁴ On note l'existence d'un décalage entre l'Élysée et le Quai d'Orsay quant à la politique d'ouverture. Voir Bozo, Frédéric (2005) : *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*. Paris, Odile Jacob. 59.

¹⁵ Bozo 2005, 70.

¹⁶ Bozo 2005, 23.

La diplomatie soviétique voulait elle aussi relancer les rapports entre les deux pays. Quelques semaines après l'élection présidentielle, Eduard Chevardnadze indiquait à son homologue français que Moscou espérait vivement voir la France s'impliquer à nouveau dans le dialogue Est-Ouest¹⁷. Les deux ministres des Affaires étrangères se rencontrent à la session des Nations Unies à New York et Eduard Chevardnadze se rend en voyage officiel à Paris du 10 au 12 octobre 1988 ; le premier depuis la visite de Gromiko en 1980. Les Soviétiques ne cachent pas leur principal objectif. La France doit être un partenaire privilégié pour établir un dialogue avec les pays occidentaux. La diplomatie soviétique est bien décidée à surmonter les obstacles idéologiques du XIX^e Congrès du PCUS. Après juin 1988, Gorbatchev renforce ses positions et fait franchir une étape décisive à la *perestroïka*¹⁸. La diplomatie française saisit immédiatement que l'URSS renonce à la politique messianique fondée sur la lutte des classes et la remplace par l'affirmation des valeurs humaines universelles¹⁹. Parallèlement, les Soviétiques entreprennent de surmonter les barrières politiques qui entravaient les relations franco-soviétiques depuis 1979. Au début de 1988, Moscou commence à retirer ses troupes d'Afghanistan. L'opinion personnelle de Mitterrand sur Gorbatchev évolue alors²⁰. Dans une lettre envoyée au président Reagan il n'exclut plus la possibilité d'une véritable démocratisation du régime soviétique²¹.

La présence à Moscou du chancelier allemand du 24 au 27 octobre 1988, quelques jours avant la visite de François Mitterrand, renforce la crainte des Français d'être évincés du règlement des questions les plus importantes. À Moscou, les 25 et 26 novembre 1988, Mitterrand, à sa demande, rencontre cinq représentants de l'opposition qui soulignent l'amélioration de la situation des droits de l'homme²². Lors de leur rencontre, Mitterrand et Gorbatchev s'entendent sur la reprise des relations bilatérales et s'accordent sur la formalisation de réunions entre les deux pays. Ces négociations directes contribuent au renforcement de la confiance mutuelle. La visite du président est ainsi considérée comme un succès. Gorbatchev expose également devant Mitterrand le concept d'une « maison européenne commune » afin de montrer la sincérité de ses intentions à développer des relations plus étroites avec les pays occidentaux²³. En comparant les visites presque simultanées des deux dirigeants occidentaux, nous pouvons constater que le chancelier allemand a obtenu des résultats positifs à acheter la confiance soviétique tandis que le service de presse de l'Élysée a souligné que la diplomatie française n'était pas désavantagée par rapport aux États-Unis et à la RFA²⁴. Malgré ces déclarations, la présence française dans la région est affaiblie, et le projet d'une politique orientale commune franco-allemande proposée par le Quai d'Orsay au début des années 1980 ne peut se concrétiser en raison d'intérêts divergents des deux pays. On peut voir aussi que malgré le changement d'attitude de Mitterrand envers Gorbatchev,

¹⁷ Bozo 2005, 57.

¹⁸ Bozo 2005, 57.

¹⁹ Bozo 2005, 58.

²⁰ Le 19 juin 1988, Mitterrand dit de Gorbatchev qu'« il est le produit d'un système ». Voir ATTALI, Jacques (1995) : *Verbatim II. 1986–1988*. Paris, Fayard. 567.

²¹ Bozo 2005, 58.

²² Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE) Europe URSS (1986–1990) Carton 6080. TD. 5616.

²³ AMAE Europe URSS (1986–1990) Carton 6680. TD. 5619. *Visite en URSS du Président de la République*.

²⁴ Bozo 2005, 59–60.

les relations entre la France et l'URSS ne connaissent guère d'évolution par rapport aux années précédentes.²⁵

Sept mois plus tard Gorbatchev visite la France (4-6 juillet 1989). Le contexte international a changé, l'URSS est alors en pleine crise économique et connaît de graves problèmes d'approvisionnement²⁶. La diplomatie mitterrandienne occupe une position intermédiaire entre les réserves américaines et l'enthousiasme allemand. Paris cherche l'équilibre entre les puissances et veut dynamiser ses relations avec l'URSS. Une URSS forte et stable est en effet indispensable au maintien du *statu quo* européen. Le bilan de la visite de Gorbatchev est considéré comme positif : la France semble au centre des relations Est-Ouest à l'été 1988²⁷. À l'occasion de son séjour à Strasbourg (6 juillet 1989) Gorbatchev revient sur son idée de « maison européenne commune » et plaide en faveur d'une coopération paneuropéenne. Ce n'est pas là un simple slogan et cette déclaration montre le changement substantiel de la politique étrangère soviétique. Les Soviétiques tentent d'aller de l'avant et d'accompagner les évolutions politiques afin de réduire l'attractivité de la Communauté économique européenne. L'URSS a en effet le souci de moderniser ses relations avec les pays socialistes afin de réduire l'influence croissante des États-Unis dans la région. Le but final de la diplomatie soviétique ne change pas et ne constitue qu'une adaptation aux changements en Europe. L'objectif de Moscou est toujours de renforcer les positions internationales de l'Union soviétique, de développer la coopération internationale et de moderniser l'économie soviétique. Pour cela, Moscou est prêt à accepter beaucoup de choses en Europe centrale (notamment en Pologne et en Hongrie). Selon Hubert Védrine Mitterrand « en a tiré la conviction que Gorbatchev ne s'opposerait pas aux changements politiques à l'Est et qu'il allait virer les vieux schnoks au pouvoir dans ces pays, sans recourir à la force en cas d'agitation populaire. Devant Mitterrand, Gorbatchev s'est montré extrêmement dur contre les dirigeants de la RDA »²⁸. Un an après la décision concernant la nouvelle politique d'ouverture à l'égard de l'URSS, la diplomatie française se trouvait au centre des événements²⁹.

Le nouveau voyage de Mitterrand en Europe de l'Est les 8 et 9 décembre 1988 se déroule en Tchécoslovaquie. Afin de préparer la visite, Roland Dumas se rend à Prague du 15 au 17 septembre 1988. Il transmet le message d'une nouvelle politique d'ouverture envers les pays de l'Europe centrale³⁰. Ce déplacement est tout à fait symbolique dans un pays avec lequel la France a entretenu des relations historiques étroites après 1918. Le président français est accompagné par une délégation importante de ministres et de chefs d'entreprises, qui révèle les priorités de Paris dans le développement des relations franco-tchécoslovaques. Mitterrand rencontre le président tchécoslovaque et le secrétaire général du PCT et parle devant eux du nécessaire respect des accords d'Helsinki. Il se déplace également en Slovaquie où il rencontre des dirigeants slovaques. À l'Université de Bratislava, il évoque la question des droits de l'homme devant les étudiants. Au cours de son séjour à Prague, Mitterrand s'est aussi recueilli sur la tombe de Masaryk. Conformément à la tradition de la diplomatie

²⁵ Bozo 2005, 60.

²⁶ FAVIER-MARTIN-ROLAND 1996, 194-195. ; Bozo 2005, 60-63.

²⁷ Bozo 2005, 62.

²⁸ FAVIER-MARTIN-ROLAND 1996, 196-197.

²⁹ Bozo 2005, 63.

³⁰ AMAE Europe Tchécoslovaquie (1986-1990) Carton 6549. *Visite en Tchécoslovaquie du Ministre français des affaires étrangères et TD 1705*.

française, il offre à l'Ambassade de France un petit déjeuner à l'opposition tchécoslovaque, c'est-à-dire aux signataires de la Charte 77³¹. Mitterrand quitte le pays avec le sentiment que bientôt des changements substantiels surviendront dans la vie intérieure du pays³². Selon le calendrier décidé lors la conférence des ambassadeurs, le prochain voyage du président français est prévu en Bulgarie les 18 et 19 janvier 1989³³. Mitterrand y mène des entretiens non seulement avec les dirigeants du pays, mais aussi avec Jeliou Jelev, le futur président du pays après la transition politique³⁴.

George Bush et François Mitterrand se rencontrent à Kennebunkport les 20 et 21 mai 1989 et décident de lancer le programme PHARE pour soutenir la Pologne et la Hongrie, les deux pays pionniers des changements démocratiques en Europe centrale. Cette réunion est suivie par une réunion de l'OTAN à Bruxelles les 30 et 31 mai 1989 alors qu'à partir du 1^{er} juillet 1989, la France assure la présidence de la Communauté économique européenne. Le sommet américano-français est également suivi par une réunion du G7 du 14 au 16 juillet 1989. Lors de ces réunions, les changements en Europe de l'Est, notamment la demande d'aide financière formulée par Lech Wałęsa, constituent le sujet principal des discussions. En juillet, Mitterrand reste très sceptique concernant l'avenir de la Pologne : « Jamais l'URSS n'acceptera de lâcher le contrôle de la Pologne »³⁵ mais en août – après le résultat des élections en Pologne – il est surpris de constater l'immobilisme des Soviétiques³⁶. Dans le domaine des relations es, le voyage du président en Pologne du 14 au 16 juin 1989 constitue un véritable tournant³⁷. En juillet, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, Mitterrand évoque la situation avec Georges Bush : « ... l'URSS est prête à accepter beaucoup de choses en Pologne, mais il y a des limites, sinon c'est Budapest en 1956 »³⁸. Mitterrand se rend en Pologne entre les deux tours des premières élections semi-démocratiques dans un pays socialiste. Si sa visite constitue évidemment un fort soutien aux mouvements démocratiques du pays, alors en pleine crise économique, les Polonais attendaient surtout une aide financière concrète de la France. Au sujet de la Hongrie, Mitterrand dit devant Jacques Attali : « Il faut proposer un accord financier et politique majeur et ne pas laisser la République fédérale y agir seule »³⁹. L'inauguration du monument en mémoire d'Imre

³¹ SCHREIBER, Thomas (2000) : *Les actions de la France à l'est ou les absence de Marianne*. Paris, L'Harmattan. 193.; Bozo 2005, 67.

³² AMAE Europe Tchécoslovaquie (1986-1990) Carton 6550. TD 25037. *Visite en Tchécoslovaquie de M. le Président de la République*.

³³ DELAPORTE, Arthur (2015) : Le voyage de François Mitterrand à Sofia en janvier 1989 : un vent de liberté. *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*, N° 52. octobre 2015. Cp. www.mitterrand.org/Le-voyage-de-Francois-Mitterrand-a.html (Consulté le 31. 07. 2018.)

³⁴ AMAE Europe Bulgarie (1986-1990) Carton 6208. *Visite de F. Mitterrand en Bulgarie*.

³⁵ RUPNIK 1998, 196.

³⁶ MITRACHE 2014, 172.

³⁷ BOZO 2005, 68–69.; AMAE Europe Pologne (1986-1990) Carton 6454. *Visite de F. Mitterrand en Pologne*.

³⁸ FAVIER–MARTIN-ROLAND 1996, 196.

³⁹ ATTALI, Jacques (1995) : *Verbatim III. 1988-1989*. Paris, Fayard. 26. Sur les relations franco-hongroises voir : GARADNAI Zoltán – SCHREIBER, Thomas (2008) : A magyarországi rendszerváltozás a Quai d'Orsay szemével. *Külgügyi Szemle*, Vol. 7, N° 7. 129–149.; LACHAISE, Bernard (2014) : François Mitterrand et la Hongrie : un nouveau départ pour les elations franco-hongroises ? In BENE Krisztián – DÁVID Ferenc dir. : *Entre coopération et antagonisme. Les dimensions des relations franco-hongroises, de l'époque moderne à l'intégration européenne*. Acte du colloque international d'histoire de l'Université de Pécs (13 mars 2013). Pécs, Éditions Codex. 95–105.

Nagy à Paris le 17 juin 1988 est l'occasion d'adresser un message de solidarité de la part de François Mitterrand qui unit symboliquement les événements de 1956 avec ceux de 1988. En octobre 1988, l'ambassadeur de France, Christine Malitchenko, évalue les événements et trouve une situation très incertaine⁴⁰. Le nouveau Premier ministre hongrois, Károly Grósz⁴¹, l'homme fidèle de Moscou⁴², se rend à Paris du 17 au 19 novembre 1988 et demande à ses homologues français de travailler au développement des relations politiques, économiques et culturelles bilatérales, de reconnaître les spécificités de la Hongrie et de soutenir les réformes engagées par le gouvernement⁴³. Mitterrand parle ouvertement devant le dirigeant hongrois et partage avec lui ses idées sur la fin de la guerre froide et le système de Yalta⁴⁴. Les événements en Hongrie s'accroissent au cours de l'année 1989. Les relations bilatérales se développent et la rapidité du changement révèle aux Français qu'il y aura bientôt des élections libres. La diplomatie française anticipe la défaite des anciens communistes (les successeurs du PSOH) lors des élections et se prépare à ce que la Hongrie devienne le deuxième pays d'Europe de l'Est à renouer avec la démocratie, après la Pologne. À l'issue du processus de la politique d'ouverture de la France, le président Mitterrand visite la Hongrie du 17 au 19 janvier 1990⁴⁵.

Après la chute de mur de Berlin

L'effondrement du mur de Berlin (9-10 novembre 1989) signifie à la fois la fin symbolique de la guerre froide et le début de la naissance du nouvel ordre européen⁴⁶. Il marque l'accélération des événements et la multiplication des rencontres entre acteurs internationaux.

La particularité de la politique française est démontrée par la visite du président Mitterrand en RDA (20-22 décembre 1989). Organisée bien avant la chute du mur de Berlin,

⁴⁰ AMAE Europe Hongrie (1986-1990) Carton 6319. N°1219/Eu. *Panorama hongrois 1988. Budapest, le 25 octobre 1988.*

⁴¹ AN AG5 (4) CD 274. Visites. Dossier 6. *Visite officielle de Travail de M. Károly Grósz SG du PSOH. 17-19 novembre 1988.* « Son autorité, sa tournure d'esprit moderniste, son sens de la communication font de lui, à 58 ans, le plus gorbatchévien des dirigeants d'Europe de l'Est. Considéré comme un conservateur jusqu'en 1987, il a depuis montré un sens aigu de l'opportunisme mais aussi des limites à ne pas dépasser ».

⁴² AN AG5 (4) CD 274. Visites. Dossier 6. Fiche DGSE, le 16 novembre 1988. *La carrière de M. Grósz.*

⁴³ AMAE Europe Hongrie (1986-1990) Carton 6318. N° 157. *Le style de Károly Grósz.* Carton 6340. *Note de synthèse. Visite officielle de M. Károly Grósz*, TA N°3266., TD N°23948 *Visite officielle en France de M. Károly Grósz.* Pour le rapport hongrois voir : N° 3. *A magyar állampárt utolsó vezetője Párizsban* (2013). In KECSKÉS Gusztáv dir. : *Magyar-francia kapcsolatok, 1945-1990. Források.* Budapest, MTA BKT. 566-574.

⁴⁴ Bozo 2005, 66.

⁴⁵ GARADNAI Zoltán (2015) : *A magyar-francia kapcsolatok története az Antall-Boross kormány alatt (1990-1994).* In *Veritas évkönyv. 2014.* Budapest, Veritas Történetkutató Intézet – Magyar Napló. 414-417. LACHAISE, Bernard (2009) : *Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990.* In *Öt Kontinens.* Budapest, ELTE. 63-74.

⁴⁶ Bozo, Frédéric (2011) : *François Mitterrand et la fin de la guerre froide (1981-1991).* *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Cahier 1, N° 101-101.; 39-45.; Bozo, Frédéric – MUSITELLI, Jean – SAUNIER, Georges – SCHABERT, Tilo (2005) : 1989, le retour de la question allemande : vers la réunification. *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*, N° 13. octobre 2005. Cp. www.mitterrand.org/1989-le-retour-de-la-question.html (Consulté le 31. 07. 2018.); SAUNIER, Georges (2009) : *La diplomatie française face à la chute du mur.* *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*, N° 30. décembre 2009. Cp. www.mitterrand.org/La-diplomatie-francaise-face-a-la.html (Consulté le 26. 07. 2019.)

celle-ci devait clore la tournée de François Mitterrand dans les pays de l'Est à un moment où rien ne prédisait l'effondrement de la RDA considérée par les occidentaux comme un régime solide⁴⁷. Selon Hubert Védrine la visite de Mitterrand en RDA a été « la seule erreur » du président à l'égard de l'unification allemande⁴⁸. Après la chute du mur, Mitterrand devait réévaluer la direction de sa politique, et il devait s'adapter à la situation nouvelle en Europe.

Naturellement, les dirigeants occidentaux comptaient sur la possibilité de réunification allemande⁴⁹, mais ils croyaient à un long processus⁵⁰. Lors des traditionnels vœux de fin d'année Mitterrand revient sur ses nouvelles idées pour l'avenir de l'Europe et mentionne la conception d'une Confédération européenne. Mitterrand reste fidèle à sa conception de l'Europe gaullienne dans laquelle il veut intégrer l'Allemagne. La chute du mur de Berlin incite Mitterrand à renforcer plus encore les contacts de la France avec les pays de l'Europe de l'Est comme Charles de Gaulle l'avait fait au cours des années 1960. La politique de Mitterrand était néanmoins différente et complexe, fortement influencée par la pensée de Jean Monnet. Dans son discours du 31 décembre 1989, le président français engage une nouvelle étape des relations avec les pays de l'Europe de l'Est⁵¹.

*

À partir de 1988, la diplomatie française reconnaît la nécessité de se tourner résolument vers les pays de l'Europe de l'Est. François Mitterrand compte en effet sur la nécessité de construire un nouveau système européen de sécurité et de coopération et se décide pour cette raison à visiter tous les pays concernés. Cette tournée démontre le changement d'attitude de la diplomatie française à l'égard des pays « oubliés » au cours des années précédentes. Pour Paris, il n'était pas d'autre choix possible que de faire une politique d'ouverture spectaculaire en profitant du souvenir de celle de Charles de Gaulle, mais en profitant du désir des pays de l'Europe de l'Est de renforcer leurs contacts avec les pays occidentaux. La volonté de la France de réorganiser les modalités de son influence dans la région apparaît nettement. Pour autant, les voyages de Mitterrand démontrent aussi le souci de la France d'accompagner la transition politique de ces jeunes démocraties.

Bibliographie

- A magyar állampárt utolsó vezetője Párizsban* (2013). In KECSKÉS Gusztáv dir. : *Magyar-francia kapcsolatok, 1945–1990. Források*. Budapest, MTA BKT. 566–574.
- ATTALI, Jacques (1995) : *Verbatim II. 1986-1988*. Paris, Fayard.
- ATTALI, Jacques (1995) : *Verbatim III. 1988-1989*. Paris, Fayard.

⁴⁷ FAVIER–MARTIN-ROLAND 1996, 246.

⁴⁸ FAVIER–MARTIN-ROLAND 1996, 246.

⁴⁹ BOZO 2005, 92–94.

⁵⁰ BOZO 2005, 92–94.

⁵¹ FAVIER–MARTIN-ROLAND 1996, 217.; GARADNAI, Zoltán (2018) : Mitterrand Európai Konföderációs terve (1989. december 31–1991. június 13–15.). In LUKÁCS István – MAJOROS István dir. : *Közép-Európai arcképcsarnok. 20. század*. Budapest, ELTE, Új-és Jelenkori Egyetemestörténeti Tanszék. 17.

- BOZO, Frédéric (2005) : *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*. Paris, Odile Jacob.
- BOZO, Frédéric (2009) : Winners and losers. France the United States and the End of the Cold War. *Diplomatic History*, Vol. 33, N° 5. 927.
- BOZO, Frédéric (2011) : François Mitterrand et la fin de la guerre froide (1981–1991). *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Cahier 1, N° 101–101.; 39–45.
- BOZO, Frédéric – MUSITELLI, Jean – SAUNIER, Georges – SCHABERT, Tilo (2005) : 1989, le retour de la question allemande : vers la réunification. *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*, N° 13. octobre 2005. Cp. www.mitterrand.org/1989-le-retour-de-la-question.html (Consulté le 26. 07. 2019.)
- FAVIER, Pierre – MARTIN-ROLAND, Michel (1996) : *La décennie Mitterrand*, Tom. 3. *Les Défis (1988–1991)*. Paris, Le Seuil. 180.
- GARADNAI Zoltán – SCHREIBER, Thomas (2008) : A magyarországi rendszerváltozás a Quai d'Orsay szemével. *Külügyi Szemle*, Vol. 7, N° 7. 129–149.
- GARADNAI Zoltán (2015) : A magyar-francia kapcsolatok története az Antall–Boross kormány alatt (1990–1994). In *Veritas évkönyv. 2014*. Budapest, Veritas Történetkutató Intézet – Magyar Napló. 414–417.
- GARADNAI, Zoltán (2018) : Mitterrand Európai Konföderációs terve (1989. december 31–1991. június 13–15.). In LUKÁCS István – MAJOROS István dir. : *Közép-Európai arcképcsarnok. 20. század*. Budapest, ELTE, Új-és Jelenkori Egyetemestörténeti Tanszék. 17.
- LACHAISE, Bernard (2009) : Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990. In *Öt Kontinens*. Budapest, ELTE. 63–74.
- LACHAISE, Bernard (2014) : François Mitterrand et la Hongrie : un nouveau départ pour les elations franco-hongroises ? In BENE Krisztián – DÁVID Ferenc dir. : *Entre coopération et antagonisme. Les dimensions des relations franco-hongroises, de l'époque moderne à l'intégration européenne. Acte du colloque international d'histoire de l'Université de Pécs (13 mars 2013)*. Pécs, Éditions Codex. 95–105.
- MITRACHE, Marius-Mircea (2014) : *La diplomatie de François Mitterrand et l'Europe Centrale-Orientale. L'enjeu de l'Europe Centrale-Orientale pour la diplomatie française dans le contexte de la question allemande*. Saarbrücken, PAF.
- MUSITELLI, Jean (2004) : François Mitterrand, l'europeen. *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*. N° 8. juin 2004. Cp. www.mitterrand.org/Francois-Mitterrand-l-europeen.html (Consulté le 26. 07. 2019.)
- MUSITELLI, Jean (2011) : François Mitterrand, architecte de la Grande Europe. Le projet de Confédération européenne (1990–1991). *Revue internationale et stratégique*, Cahier 2, N° 82. 18–28. Cp. www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2011-2-page-18.htm (Accesible : 26. 07. 2019.)
- ROUSSEL, Éric (2015) : *François Mitterrand. De l'intime au politique*. Paris, Robert Laffont.
- RUPNIK, Jacques (1998) : La France de Mitterrand et les pays de l'Europe du centre-est. In COHEN, Samy dir. : *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*. Paris, PUF. 194.
- SAUNIER, Georges (2009) : La diplomatie française face à la chute du mur. *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*, N° 30. décembre 2009. Cp. www.mitterrand.org/La-diplomatie-francaise-face-a-la.html (Consulté le 26. 07. 2019.)
- SCHREIBER, Thomas (2000) : *Les actions de la France à l'est ou les absence de Marianne*. Paris, L'Harmattan.